

Le Mouvement contre le CPE en France

Une riche expérience pour les luttes futures

Il y a vingt ans, en 2006, en France, les amphithéâtres, hauts lieux de l'ennui magistral, étaient brutalement sortis de leur torpeur par le retentissement de discussions enflammées sur le chômage, la précarité, l'exploitation et l'avenir. La jeunesse ouvrière (lycéens et étudiants) se dressait unie contre une énième attaque de l'État, le Contrat Première Embauche, malicieusement rebaptisé Contrat Poubelle Embauche. Après trois mois de lutte effervescente, devant la massivité de la mobilisation, le gouvernement français devait plier et retirer son projet de loi inique alors même qu'il avait déclaré au préalable : *« Ce n'est pas la rue qui gouverne »*.

Pourtant, malgré la force de ce mouvement et cette victoire, la lutte contre le CPE a vite été oubliée, au point de ne laisser presque aucune trace.

Trois mois qui ont fait trembler la bourgeoisie française.

Le 16 janvier, le CPE est annoncé. Il s'agit d'un contrat de travail pour les moins de 26 ans qui permet au patron de licencier sans motif. Cette attaque honteuse, qui signifie que les jeunes sont des kleenex pouvant être utilisés et jetés comme bon semble au patron, déclenche une véritable vague de colère et d'indignation.

Dès le 19 janvier, un collectif d'étudiants se monte et décide d'une journée de manifestation dans la rue. Ce sera le 7 février. Ce jour-là, non seulement la mobilisation de la jeunesse est massive mais se joignent aussi par dizaines de milliers, de façon inattendue, des salariés, des retraités, des chômeurs qui viennent exprimer dans la lutte leur solidarité avec la nouvelle génération.

Forts de ce succès spontané, dès le lendemain, le 8 février, dans toutes les facultés de France, les étudiants organisent des blocages et des assemblées générales. Les amphithéâtres où se tiennent les AG sont pleins à craquer. Les débats sont effervescents. Une petite partie, dont les syndiqués de l'UNEF, pousse à des mots d'ordre purement étudiants, quand la majorité veut mettre en avant ce qui unit tous les travailleurs : la lutte contre la précarité. Ces deux camps s'affrontent aussi sur la question de l'ouverture des AG à d'autres participants. En toute logique, les premiers veulent réserver les assemblées aux seuls détenteurs de cartes étudiantes quand tous les autres veulent que se joignent aux discussions les salariés, les chômeurs et les retraités. Ce qui va faire la force de ce mouvement, c'est justement que la jeunesse en lutte ne va pas laisser la direction des assemblées aux syndicats étudiants, à ceux qui veulent isoler et diviser. Au contraire, les AG deviennent de véritables lieux de confrontation d'idées et de véritables organes de décisions. Résultat : les mots d'ordre finalement choisis sont ceux qui concernent toute la classe ouvrière et les AG s'ouvrent à

toutes et tous. Les travailleurs qui « passent par là » sont accueillis à bras ouverts et invités à venir participer aux débats, à apporter leur expérience.

Courant mars, un document interne de l'UNEF fuite. Ce document explique comment noyauter les AG. Dans de nombreuses facultés, les syndiqués de l'UNEF sont alors hués, parfois même expulsés des AG, au cri de « UNEF, MEDEF ! » (le syndicat des patrons). Les étudiants livrent ici un combat pour défendre le caractère souverain des AG, avec leurs délégués élus et révocables (sur la base de mandats et remises de mandat), à travers le vote à main levée. Tous les jours, ce sont des équipes différentes qui organisent le débat à la tribune. Pour pouvoir répartir les tâches, centraliser, coordonner et garder la maîtrise du mouvement, de nombreuses AG décident d'élire différentes commissions : presse, animation et réflexion, accueil et information, etc. Toutes ces AG se relient peu à peu entre elles par des délégués mandatés afin de pouvoir prendre des décisions à une échelle de plus en plus large. Ces AG souveraines sont le véritable poumon de la lutte. C'est grâce à ces AG vivantes et centralisées que les étudiants décident des actions à mener, avec comme principale préoccupation l'extension du mouvement aux entreprises.

Les étudiants ont parfaitement compris que l'issue de leur combat est entre les mains des travailleurs salariés. Comme l'a dit un étudiant dans une réunion de la coordination francilienne du 8 mars : *« Si on reste isolés, on va se faire manger tout cru »*. Les AG étudiantes envoient ainsi partout des délégations massives vers les travailleurs des entreprises proches de leurs lieux d'études. Et là encore, évidemment, ils se heurtent au blocage syndical : les travailleurs restent enfermés dans leurs entreprises sans possibilité de discuter avec les délégations d'étudiants. Mais les « petits Sioux » des facs, refusant d'abdiquer, imaginent d'autres moyens de contourner le barrage syndical : interpeler et bavarder dans la rue, inviter par pancartes et tracts à venir dans les AG, mettre en place des « boîtes à idées » pour que les « badauds » participent à l'élaboration collective.

Le mouvement de 2006 va ainsi bien au-delà d'une simple protestation contre le CPE. Comme l'a dit un professeur de l'université de Paris-Tolbiac à la manifestation du 7 mars : *« Le CPE n'est pas seulement une attaque économique réelle et ponctuelle. C'est aussi un symbole. »* Effectivement, c'est le symbole de la faillite de l'économie capitaliste.

Puisque les syndicats ne déclarent pas de journées de grève et afin de permettre au maximum de salariés de pouvoir rejoindre le mouvement malgré tout, les AG étudiantes décident d'une journée de manifestation chaque samedi. Ainsi, de fin février à début avril, chaque semaine, les rangs des cortèges grossissent. D'abord quelques dizaines de milliers, nous serons près de trois

millions dans les rues lors de la sixième manifestation. Quand les syndicats veulent prendre symboliquement la direction du mouvement en se plaçant en tête des cortèges, les étudiants par milliers courent, doublent, passent par les rues parallèles pour reprendre la tête. À Paris, le 4 avril, les étudiants se mettent devant la CGT et déploient une immense banderole unitaire : « *Étudiants, lycéens, chômeurs, travailleurs précaires, du public et du privé, même combat contre le chômage et la précarité !* » Quel contraste avec les bannières de la CGT, désormais derrière, et qui affichent « CGT de la métallurgie », « CGT de la RATP », « CGT de l'hôpital de la Pitié Salpêtrière », « CGT de la ville de Pantin », « CGT de la Seine-Saint-Denis », etc.

Et cette jeunesse va déjouer d'autres pièges encore. Quand le gouvernement envoie ses flics provoquer, nasser (notamment dans les locaux de la Sorbonne), tabasser... les AG étudiantes décident de ne pas répondre pour que le mouvement ne pourrisse pas dans une violence stérile qui diviserait et ferait fuir de nombreux travailleurs. Au contraire, elles décident d'aller voir les robocops pour essayer de les convaincre d'arrêter leur répression.

Le 5 avril, les blocages s'étendent aux gares, avec l'aide des cheminots. Les lieux de débats s'étendent. La prochaine manifestation s'annonce donc d'une ampleur encore plus grande. Face à cette dynamique d'extension et de prise en main des luttes par les travailleurs eux-mêmes, le gouvernement cède. Le 10 avril, le CPE est officiellement enterré. Si la bourgeoisie cède ainsi, c'est parce qu'elle voit dans ce mouvement un vrai danger, celui de la généralisation de la lutte à toute la classe ouvrière. Les étudiants ont redécouvert l'importance vitale des assemblées générales souveraines et de la force de l'extension !

Pourquoi ce mouvement est-il tombé dans l'oubli ?

Il y a une réponse évidente : l'action de la bourgeoisie.

Pendant le mouvement, la presse internationale a réalisé un véritable black-out, ne disant presque rien de ce mouvement social. Et même en France, pas un mot sur les assemblées générales, les journalistes se focalisant sur les blocages et les interviews des quelques étudiants déplorant de ne pouvoir étudier tranquillement. Après le mouvement, la bourgeoisie française a tout fait pour que soient effacés les points forts de cette lutte : les AG et l'extension. En 2007, 2008 et 2010, ses syndicats ont organisé toute une série de « journées d'actions » impuissantes, pour que rentre bien dans les têtes ouvrières que, non, ce n'est pas la rue qui gouverne.

Mais il y a une raison beaucoup plus profonde et historique.

En 1991, quand l'URSS s'est effondrée, une immense campagne mondiale a martelé le plus gros mensonge de l'histoire : « stalinisme = communisme ». L'effondrement de l'URSS signifiait ainsi la fin de l'histoire, la victoire définitive du capitalisme. Pire encore : toute lutte, tout espoir révolutionnaire de la classe ouvrière ne pouvait que conduire à ce désastre et à cette barbarie qu'avait été le stalinisme. Résultat : être ouvrier était une honte. Impossible alors de se référer aux luttes précédentes. La mémoire ouvrière devait être effacée.

Toute la décennie des années 1990 a ainsi été, au niveau

mondial, une morne plaine du point de vue de la lutte de classe. Ce n'est qu'en 2003 que, timidement, les ouvriers, en l'occurrence les enseignants en France, ont commencé à retrouver le chemin de la lutte et de la rue. En 2006 donc, la nouvelle génération, parce qu'elle n'avait pas été écrasée par le rouleau compresseur idéologique des années 1990, a eu le courage d'entrer en lutte. Mais elle l'a fait de façon instinctive, en se sentant solidaire de tous les travailleurs, sans avoir conscience qu'elle reprenait là des méthodes de luttes développées par les générations précédentes depuis un siècle et demi, sans avoir conscience qu'elle menait une lutte appartenant à la classe ouvrière, sans avoir conscience qu'elle était le maillon d'une longue chaîne, sans avoir conscience qu'elle était un moment du long combat historique vers la révolution. C'est pourquoi, quand le mouvement s'est éteint, il n'y a pas eu de groupes de discussions, de nouvelles organisations, de livres de témoignage. Sans racine, cette génération n'a pas pu résister aux vents contraires.

Est-ce à dire que ce précieux mouvement de 2006 a définitivement disparu dans les limbes ? Que ces leçons sont oubliées à jamais ? Absolument pas ! Depuis 2022 et « l'été de la colère » au Royaume-Uni, la classe ouvrière dans le monde entier redresse la tête et se réfère de plus en plus explicitement à l'idée que « *nous sommes tous dans le même bateau, nous sommes tous des travailleurs* ». Ce n'est pas par hasard si, lors du mouvement de 2003 contre la réforme des retraites en France, dans les cortèges, de nombreux manifestants ont brandi des pancartes sur Mai 68.

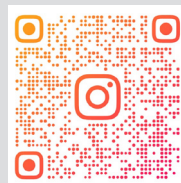
Il y a un sentiment qui grandit au sein de notre classe : nous ne voulons plus nous laisser faire, « *trop c'est trop* », comme le montre en ce moment même la grève qui se développe chez Airbus en Espagne. Et avec cette combativité qui se développe, monte aussi l'idée qu'il nous faut nous réapproprier notre passé pour préparer l'avenir !

CCI, septembre 2026

Participez aux réunions publiques du CCI

Pour construire collectivement un chemin de lutte vers la révolution, il est vital de se regrouper pour débattre et s'organiser. Le CCI organise régulièrement des réunions publiques et des permanences à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse...

Pour être informé les dates et lieux de nos réunions, rendez-vous sur le site web du CCI et sur les réseaux sociaux.



@internationalcommunistcurrent



fr.internationalism.org